

L'UNSSOD III N'A RIEN PRODUIT DE BON !

La Troisième Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement n'a pas produit grand chose, sauf que les délégués n'ont pas réclamé la tenue d'une quatrième session.

PAR BRADLEY FEASEY

AU LENDEMAIN DU SOMMET de Moscou, on aurait effectivement pu penser que les délégués à la Troisième Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement (UNSSOD III) auraient exploité les récents progrès accomplis par les États-Unis et l'URSS dans leurs relations et qu'ils en seraient venus à un nouveau consensus multilatéral sur les priorités et les principes propres à la limitation des armements et au désarmement. Mais après quatre semaines de discussions (du 31 mai au 25 juin), les délégués à l'UNSSOD III n'ont pu en arriver à un consensus ni même à une déclaration de clôture; voilà des résultats encore pires que ceux obtenus en 1982 à la Deuxième Session extraordinaire, laquelle avait échoué elle aussi. Pourquoi la Troisième Session a-t-elle avorté si désastreusement ? Y a-t-il des leçons à tirer de cet insuccès ?

Afin de comprendre pourquoi l'UNSSOD III a échoué, il faut revenir en arrière et faire une brève analyse des deux sessions antérieures; c'est ainsi que l'on commencera à percevoir les causes du fiasco qu'a été l'UNSSOD III.

L'idée de convoquer une session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement date d'environ vingt ans avant que la première eût lieu. L'Assemblée générale a adopté en 1957 une résolution préconisant la tenue d'une telle session, mais il fallut attendre 1976 pour qu'une résolution en demandant la convocation fasse l'unanimité. Les délégués à l'UNSSOD I ont souligné l'importance des efforts multilatéraux pour favoriser la limitation des armements et le désarmement, à une époque où le ton du dialogue américano-soviétique se durcissait de plus en plus, et où l'avenir de la détente devenait plus précaire.

Le Comité préparatoire de l'UNSSOD I avait, avant le début de celle-ci, établi l'ébauche d'un

document final (qui contenait de nombreux articles ne faisant pas encore l'unanimité). Au cours des six semaines que la Session extraordinaire dura en 1978, les délégués réussirent à s'entendre sur le texte et adoptèrent le Document final de la Session. Celui-ci contenait cent vingt-neuf paragraphes et il mettait clairement l'accent sur la menace que les armes nucléaires représentaient pour l'humanité et sur la nécessité de prendre des mesures pour réaliser le désarmement général et complet. Le Document soulignait aussi que l'ONU a un rôle clef et une responsabilité de premier plan à assumer sur l'échiquier du désarmement. Dix ans plus tard, à l'issue de l'UNSSOD III, cette déclaration allait sonner creux à bien des égards.

Les auteurs du Document final réclamèrent la tenue d'une Deuxième Session extraordinaire sur le désarmement. L'Assemblée générale décida plus tard de la tenir en 1982, ce qui allait correspondre à l'époque de la rupture des relations Est-Ouest, au début des années 1980.

À L'OCCASION DE L'UNSSOD II, LE public manifesta son appui pour le désarmement comme cela ne s'était jamais vu en Amérique du Nord : près d'un million de personnes défilèrent dans les rues de New York en juin 1982 pour soutenir cette cause. Cela contrastait avec l'inertie et l'âpreté qui caractérisaient la Session même. Les délégués ne parvinrent pas à s'entendre sur le bilan de l'UNSSOD I, non plus que sur un programme complet de désarmement. Sur les aspects fondamentaux, la cause du désarmement multilatéral venait de s'enliser.

Malgré tout, les délégués réussirent tant bien que mal à produire ce qu'on appela dès lors le «Docu-

ment de clôture». C'était en fait un constat d'échec, mais il y était cependant souligné que les délégués avaient convenu de lancer la Campagne mondiale du désarmement et le Programme de bourses d'étude de l'ONU sur le désarmement. Le Document recommandait aussi que soit tenue une Troisième Session extraordinaire sur le désarmement.

Établir un ordre du jour pour l'UNSSOD III ne fut pas chose facile. Après s'être réuni trois fois, le Comité préparatoire présenta ce que l'on a décrit comme étant une «déclaration conceptuelle» qui devait orienter les travaux des délégués à la Session. Parmi les points importants qui figuraient à l'ordre du jour, citons : une évaluation des efforts déployés pour mettre en oeuvre les recommandations des deux UNSSOD précédentes, une analyse prospective des tendances intéressant le désarmement, le rôle que l'ONU joue en matière de désarmement, les mécanismes dont elle dispose à cet égard, et ses programmes d'éducation publique. Contrairement aux comités préparatoires des années antérieures, celui de l'UNSSOD III ne put préparer aucune ébauche à soumettre à l'étude des délégués qui allaient assister à la Session.

À l'UNSSOD III, il y a d'abord eu deux semaines de débats en séance plénière, période où les chefs d'État et de gouvernement, les ministres des Affaires étrangères et d'autres dignitaires ont pris la parole devant l'Assemblée générale. Pour certains des plus petits États membres, ce fut alors la seule occasion de se faire entendre pendant toute la Session, car tous ne pouvaient se permettre d'entretenir une délégation relativement nombreuse à New York pendant quatre semaines pour parler du désarmement. Comme le Comité préparatoire n'avait présenté l'ébauche

d'aucun texte, on écouta attentivement les discours prononcés pendant la plénière pour y trouver des indices sur le déroulement éventuel de la Session. Dans son allocution, le Secrétaire général Pérez de Cuéllar a donné un ton positif et pragmatique à la Session quand il a exhorté les délégués à faire preuve d'imagination et de réalisme dans la recherche du désarmement et qu'il a souligné la nécessité de prendre en compte tous les aspects du désarmement, y compris les armes conventionnelles et les conflits régionaux. Pendant la séance plénière, de nombreux orateurs ont évoqué les «mesures propres à accroître la confiance», la «vérification» et «l'évolution positive des relations internationales». Ces attitudes plus conciliatrices et l'adoption évidente d'un ton moins incisif que celui qui avait caractérisé l'UNSSOD II avaient, à la fin de la séance plénière, suscité un optimisme prudent.

On avait réservé les 8 et 9 juin aux divers organismes non gouvernementaux (ONG) venus d'un peu partout dans le monde, pour leur permettre de s'adresser au Comité plénier. Des centaines d'ONG avaient envoyé des représentants à New York pour l'UNSSOD, mais il existait un curieux fossé entre les délégations officielles et celles des ONG. La majeure partie du temps pendant la séance plénière, la tribune du public est restée vide; en d'autres termes, les délégués se sont adressés les uns aux autres. D'un autre côté, très peu de délégations se sont soucies d'envoyer des représentants écouter les allocutions des ONG devant le Comité plénier, de sorte que les ONG n'ont pas eu d'auditoires en dehors d'eux mêmes. Or, l'ONU invite les ONG à assister à chaque UNSSOD expressément pour leur permettre de participer directement aux assemblées extraordinaires de ce genre. Voilà qui ne risque pas de se pro-